

Les 25 propositions de la commission Attali

La France est capable d'atteindre une croissance économique moyenne d'au moins 2,5% du PIB à l'horizon 2020, estime la commission Attali. L'ensemble de ses propositions forme donc une ambition pour 10 ans. Avec deux urgences identifiées - le désendettement et l'emploi - et deux chantiers de long terme - l'éducation et la gestion des ressources rares.

Première urgence : regagner la maîtrise de nos finances publiques, socle de la croissance

Ramener le déficit à 3% du PIB :

Proposition 1 : un redressement structurel des finances publiques de 25 milliards d'euros pendant trois ans

Proposition 2 : un redressement des finances publiques portant exclusivement sur la réduction des dépenses publiques et l'élargissement des bases de prélèvements, sans relèvement des taux

Mener sur 10 ans une transformation en profondeur des administrations et des politiques publiques :

Proposition 3 : mettre en place un cadre de maîtrise durable des finances publiques.

Proposition 4 : mettre en œuvre une revue systématique et permanente des politiques publiques et des organismes publics tant au niveau national que local

Proposition 5 : moderniser en profondeur notre protection sociale

Proposition 6 : améliorer l'efficacité et l'équité du système de santé

Proposition 7 : moderniser la couverture de risque dépendance

Proposition 8 : aller vers le libre choix et l'universalité des retraites

Proposition 9 : améliorer l'efficacité de la politique du logement

Proposition 10 : mettre en place une fiscalité de croissance

Faire de l'Europe un relais de notre stratégie de désendettement et de croissance :

Proposition 11 : sécuriser le désendettement public en Europe sur la base d'une gouvernance renforcée

Proposition 12 : développer un financement européen des dépenses d'avenir

Seconde urgence : stimuler la compétitivité et l'emploi et redonner un avenir aux jeunes

Mettre en place une flexisécurité à la française :

Proposition 14 : créer un cadre efficace, cohérent et valorisant pour la recherche d'emploi à travers la mise en place d'un contrat d'évolution

Proposition 15 : mettre la formation professionnelle au service des transitions professionnelles

Proposition 16 : réduire le dualisme du marché du travail pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi

Proposition 17 : agir spécifiquement pour l'emploi des jeunes

Renforcer la compétitivité pour développer l'emploi :

Proposition 18 : maîtriser l'évolution du coût du travail en développant notamment la fiscalité sur la consommation

Proposition 19 : développer la concurrence

Premier chantier de long terme : garantir la qualité de l'éducation de tous nos enfants, de la maternelle à l'université

Proposition 20 : renforcer l'égalité des chances, dès la crèche et la maternelle

Proposition 21 : lutter contre l'échec scolaire et l'illettrisme à l'école primaire

Proposition 22 : améliorer la gestion des ressources humaines de l'éducation

Proposition 23 : approfondir l'autonomie des universités et les collaborations au reste de la société

Second chantier de long terme : préserver l'environnement et gérer les ressources rares

Proposition 24 : remettre l'agriculture et les industries agroalimentaires au cœur de la société française et de la croissance

Proposition 25 : lancer une grande politique de la mer